

La crise de la sécurité humaine en Colombie

Adam ISACSON

La Commission colombienne des juristes (CCJ), l'un des plus anciens groupes de Colombie sur les droits de l'homme et l'un des plus souvent cités, établit des statistiques détaillées sur la situation des droits de l'homme dans ce pays d'Amérique du Sud. Dans un rapport publié récemment, la CCJ conclue que la violence a coûté la vie à 3 538 personnes entre avril et septembre 2000, soit vingt personnes par jour. Au début de l'année 1998, la CCJ faisait état de dix meurtres politiques par jour. Alimentée par une guerre brutale sur plusieurs fronts entre les forces de sécurité, les groupes de guérilla FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et ELN (Armée de libération nationale) et l'organisation paramilitaire AUC (Unités d'autodéfense de Colombie), l'intensité de la violence politique en Colombie a doublé en moins de trois ans¹.

Le rapport de la CCJ précise que « sur les vingt personnes tuées chaque jour, cinq le sont dans des combats ; il peut s'agir aussi bien de civils que de combattants. Les quinze autres sont tuées dans leur maison, dans la rue ou sur leur lieu de travail. Plus de 15% d'entre elles perdent la vie à cause de l'action des guérillas et 85% périssent du fait de l'État colombien ou des paramilitaires »².

En 2001, le conflit a provoqué le déplacement forcé de 342 000 personnes – soit 1 000 personnes chaque jour, selon le Comité consultatif colombien pour les droits de l'homme et le déplacement (CODHES)³. Au cours des dix dernières années, près de 1,2 millions de personnes, sur une population de 40 millions, ont été déplacées de force ; la majorité d'entre elles étaient des enfants⁴. Seuls l'Angola et le Soudan ont des populations déplacées plus importantes. Près de huit personnes sont enlevées chaque jour pour une rançon, la plupart du temps par des guérillas de gauche⁵. Le conflit n'explique pourtant qu'une partie des meurtres dans ce qui est l'un des pays les plus violents au monde : 26 250 personnes furent assassinées en Colombie en 2000, au moins 75% d'entre elles furent victimes de criminels de droit commun et non de groupes politiques⁶. La violence croissante et le manque de respect des lois en Colombie placent la crise de ce pays en tête des questions de sécurité humaine de l'hémisphère occidental.

Un pays divisé

La Colombie ne devrait normalement pas être un pays pauvre ni un pays de violence. Elle regorge de ressources naturelles – du pétrole aux forêts, en passant par les minéraux. Elle dispose de longues côtes sur deux océans et son peuple est connu pour son énergie et sa créativité. Il est regrettable qu'un pays avec autant d'avantages naturels soit le théâtre d'un tel massacre.

Adam Isacson, associé principal au Center for International Policy à Washington, DC, suit de près l'aide militaire américaine dans l'hémisphère occidental et coordonne un programme pédagogique sur la politique américaine à l'égard de la Colombie. (isacson@ciponline.org)

Vue sous un autre angle, la Colombie semble cependant être un pays particulièrement difficile à gouverner ; avec une population aussi divisée, il semble presque programmé pour un conflit. Les différences économiques sont les plus manifestes, avec les 10% les plus riches de la population gagnant 42 fois ce que les 10% les plus pauvres gagnent en une année. La Colombie est l'un des pays les plus inégaux sur le plan économique au monde⁷. Près de 3% des propriétaires terriens contrôlent 70% de l'ensemble des terres arables⁸. Ces chiffres se reflètent dans la réalité sociale de la Colombie ; puisque, comme dans la plupart de l'Amérique latine, une petite élite domine traditionnellement l'économie et le système politique du pays.

La diversité ethnique explique aussi un certain clivage sociétal. Un Colombien sur trois n'est ni européen ni métis. La population est, pour 26%, afro-colombienne et, pour 5%, indigène⁹. Ces groupes ethniques sont pourtant à peine présents parmi ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique du pays.

Si ce pays est divisé c'est aussi pour des raisons géographiques. D'une superficie égale à deux fois celle de la France, la Colombie est divisée par trois chaînes des Andes, des rivières, des marais, des jungles et d'autres barrières naturelles qui maintiennent les gens à distance et expliquent aussi que Bogotá, la capitale, semble très loin. Le gouvernement central a toujours été faible, n'exerçant que peu de contrôle sur la plupart du territoire du pays et n'apportant que peu de services au-delà de certaines villes. Les hommes forts au niveau local – qu'il s'agisse de généraux, de propriétaires terriens, de chefs politiques, de « narcos », de chefs de groupes paramilitaires ou de fronts de guérillas – ont souvent plus de pouvoir au niveau régional que le gouvernement national.

Avec toutes ces divisions, les guerres ont été nombreuses. La Colombie connut de graves guerres civiles en 1828, de 1839 à 1842 et de 1899 à 1903 (la « guerre des mille jours », qui coûta la vie à plus de 100 000 personnes et au cours de laquelle la Colombie perdit sa province de Panama au profit d'un mouvement indépendantiste soutenu par les États-Unis). Près de 300 000 personnes périrent au cours d'une décennie de violences rurales politiques qui commença en 1948, une période que les Colombiens appellent simplement « *la violencia* ».

Les combattants

La violencia ne s'est jamais vraiment terminée. Les deux principaux mouvements colombiens de guérilla ont près de quarante ans. Ils sont tous deux engagés dans des pourparlers de paix avec le Gouvernement colombien. À eux deux, ils sont responsables de près de 15% des meurtres liés au conflit et de la majorité des enlèvements ; en violant régulièrement le droit international humanitaire, ils se sont aliénés presque toutes les sources de soutien politique intérieur et international.

Le plus important des deux mouvements est celui des FARC, avec près de 17 000 membres et un pouvoir considérable dans les campagnes. Les FARC furent fondées en 1964. Elles descendent directement de groupes d'autodéfense de paysans communistes ou du parti libéral actifs dans les zones rurales de Colombie lors de la période de *la violencia*.

Les FARC se sont développées rapidement dans les années 90, à tel point qu'elles étaient en mesure, en 1996, de lancer des attaques éclair sur des installations militaires et sur de petites villes. Cela s'explique en grande partie par la pratique des guérillas à taxer toute activité économique là où elles sont suffisamment puissantes pour le faire. Les taxes sur le nombre croissant de producteurs de coca en zones rurales expliquent en grande partie le développement du trésor de guerre des guérillas et, par conséquent, leur puissance militaire accrue.

Des négociations de paix se déroulèrent entre les FARC et le Gouvernement colombien entre janvier 1999 et février 2002. Ces discussions, qui n'étaient pas accompagnées d'un cessez-le-feu, eurent peu de résultats et échouèrent dans une atmosphère de méfiance et d'escalade des violences menées par les guérillas et les paramilitaires.

Le deuxième groupe de guérilla le plus important de Colombie est l'ELN. Formé au milieu des années 60 par un groupe de prêtres et d'étudiants radicaux suivant le modèle cubain de rébellion, ce groupe compte aujourd'hui près de 3 000 membres.

L'ELN retire moins d'argent du commerce de la drogue. Ces dernières années, une campagne paramilitaire de massacres et de déplacements forcés a coûté à ce groupe certains de ces bastions historiques. L'ELN vise plus particulièrement les multinationales qui font des affaires en Colombie et attaque souvent les infrastructures pétrolières et énergétiques du pays. Le groupe vient de s'engager dans un processus de paix avec le gouvernement. Une série de rencontres est prévue à Cuba pour le premier semestre 2002.

Si le mouvement des FARC a commencé ses activités dans le sud de la Colombie, les deux groupes ont été très actifs à la fois au nord et à l'ouest des Andes, là où vit la grande majorité des Colombiens. Au début des années 80, des années d'extorsions et d'enlèvements avaient anéanti de nombreux éleveurs et propriétaires terriens dans des départements comme Antioquia, Córdoba, Sucre, Bolívar, Cesar et Santander. Nombre d'entre eux étaient prêts à vendre leurs propriétés à des prix très bas et ils trouvaient facilement des gens prêts à acheter. Au début des années 80, la Colombie était un véritable centre de production et de trafic de cocaïne, et de nouveaux barons de la drogue étaient à la recherche d'investissements légaux – à savoir la terre – pour blanchir leurs profits. Les vendeurs et les acheteurs étaient si nombreux que la Colombie connut dans les départements du nord du pays ce que certains analystes appellent une réforme agraire « à l'envers »¹⁰.

Ces barons de la drogue devenus éleveurs, ainsi que ceux qui avaient toujours été propriétaires terriens, adoptèrent une stratégie différente à l'égard des guérillas qui les extorquaient. Ils organisèrent et armèrent des groupes dits d'autodéfense, que nous appelons aujourd'hui les paramilitaires.

Dans les années 80, l'armée colombienne participa à l'entraînement et à l'organisation de groupes comme « Mort aux kidnappeurs » (MAS) et les milices paysannes d'autodéfense de Córdoba et Urabá (ACCU). Les officiers contribuèrent à la création de groupes locaux, partagèrent des informations et menèrent des opérations conjointes avec les groupes d'autodéfense.

Il devint cependant très vite évident que les paramilitaires n'attaquaient pas très souvent les guérillas. Les cibles préférées des groupes étaient les civils dans les zones contrôlées par les guérillas, qu'ils considéraient comme la base de soutien des FARC et d'ELN, le milieu de prédilection des guérillas. En raison des nombreux massacres, des déplacements forcés et des assassinats de dirigeants politiques de gauche, les paramilitaires furent déclarés illégaux en 1989.

L'État ne fit pas grand-chose pour les dissoudre. La collaboration des paramilitaires avec l'armée colombienne entra dans la clandestinité, mais elle se poursuit encore à ce jour au niveau local. Ce phénomène a été largement démontré par des rapports publiés en 2001 par le Département d'État américain, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et toutes les principales organisations non gouvernementales pour les droits de l'homme¹¹. Aujourd'hui, la Commission colombienne des juristes attribue aux paramilitaires environ 80% des meurtres politiques commis dans le pays – la plupart d'entre eux s'étant regroupés dans l'organisation AUC (Unités d'autodéfense de Colombie)¹².

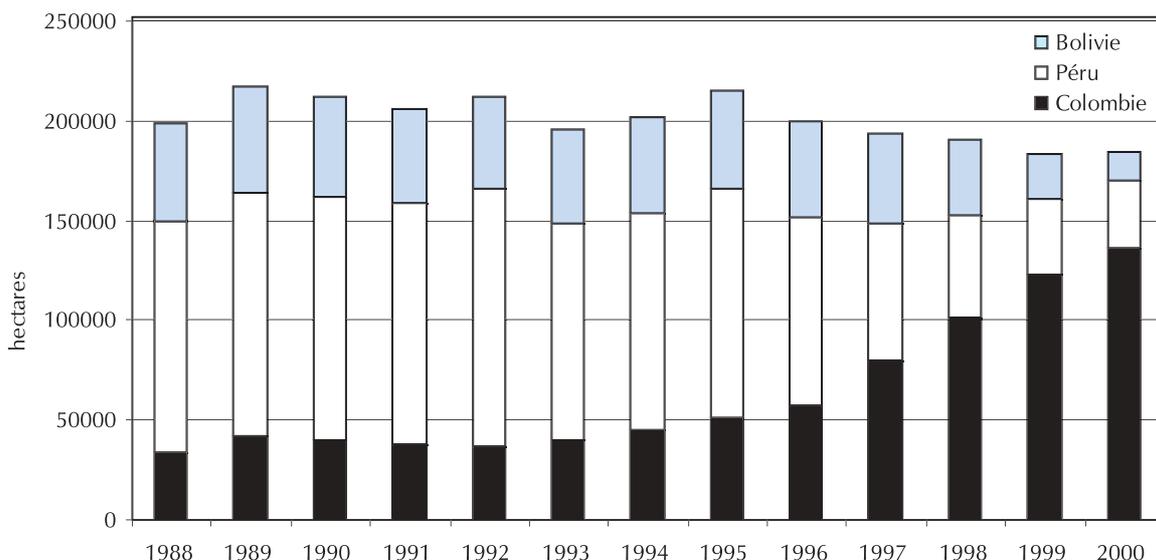
Les paramilitaires représentent le groupe armé de Colombie qui se développe le plus vite ; ils sont passés de 4 000 membres en 1998 à près de 10 000 aujourd'hui. Ils ont fait des avancées territoriales considérables, allant de bastions traditionnels comme le nord-ouest de la Colombie et la région du Magdalena Medio vers des centres urbains qui étaient depuis longtemps les bastions de la

guérilla dans le sud de la Colombie et ailleurs. Les paramilitaires se financent aussi par le commerce de la drogue, et pas seulement parce que les barons de la drogue en Colombie sont depuis longtemps leurs protecteurs. Comme les guérillas, ils taxent la coca et le pavot dans leurs zones d'influence. Le « directeur politique » de l'AUC, Carlos Castaño, qui a très bien compris les médias, a reconnu que son groupe tire 70% de ses ressources du commerce de la drogue¹³.

Le commerce de la drogue

Le commerce de la drogue est un élément important de la vie politique et économique de la Colombie depuis vingt ans, mais il a beaucoup changé par rapport à ce qu'il était dans les années 80 et le début des années 90, lorsque les cartels de Medellín et de Cali dominaient le marché. Lors de la première moitié des années 90, les plantations de coca étaient relativement peu nombreuses en Colombie. Si les cartels avaient fait de la Colombie le centre de la transformation de la coca et du trafic de cocaïne, la coca était cultivée en Bolivie et au Pérou. Les grands cartels, à intégration verticale, achetaient la coca pour la transformer en cocaïne qu'ils livraient ensuite sur les principaux marchés mondiaux.

Graphique 1. Culture andine de coca



Source : State Department International Narcotics Control Strategy Reports, 1996–2000

Cette organisation éclata au début des années 90, rendant plus difficile la culture de coca en Bolivie et au Pérou. Des programmes de développement alternatif financés par des sources internationales donnèrent certains résultats en offrant aux paysans des possibilités économiques légales. En Colombie, les initiatives de lutte contre la criminalité (ainsi que certains accords sur les conditions d'extradition et de détention carcérale) permirent de démanteler les grands cartels ; les organisations plus petites qui leur succédèrent n'avaient pas l'envergure internationale de leurs prédécesseurs. Alberto Fujimori, alors président du Pérou, coopéra avec les États-Unis dans une politique (plus connue sous le nom de « you fly—you die ») qui consistait à abattre ou à forcer à atterrir les avions soupçonnés de trafic de drogue (cette politique fut arrêtée après qu'un avion avec des missionnaires américains à bord

fut abattu par erreur, en avril 2001, près de Iquitos (Pérou)). Ces différents facteurs rendirent trop coûteux le transfert de la pâte de coca du Pérou en Colombie.

Le commerce de la drogue n'a bien évidemment pas disparu, la demande de cocaïne restant la même aux États-Unis et dans d'autres pays consommateurs. Au milieu des années 90, la culture de coca s'est déplacée directement en Colombie, le pays spécialisé depuis longtemps dans la transformation de la coca. La Colombie produit aujourd'hui plus de coca que l'ensemble des pays producteurs.

Au début et au milieu des années 90, la zone de production de coca la plus importante de Colombie se trouvait autour du département de Guaviare, dans le nord de la jungle du bassin amazonien. Cette région est typique des zones de production de coca dans le sud de la Colombie. Elle était en grande partie inhabitée, du moins par les personnes non indigènes, jusqu'au milieu du xx^e siècle. Dans les années 70, ses forêts et savanes abritaient des milliers de personnes qui cherchaient des terres dans cette région agricole ou fuyaient les violences au nord.

Le Gouvernement colombien ne les a pas suivis jusque dans le département du Guaviare. Cette région est restée sauvage, à l'abandon, sans infrastructure ni routes correctes, ni aucun service de base comme l'éducation ou la médecine, ni justice, ni ordre, ni loi. Les guérillas colombiennes agissaient en toute liberté.

Les habitants de la région, presque tous de petits propriétaires terriens, s'essayèrent aux cultures légales comme le caoutchouc, le maïs, le yucca ou l'huile de palme. Les prix élevés du marché représentaient un filon lucratif, mais ces bulles économiques étaient fragiles et de courte durée. Sans crédit, sans assistance technique ou conseils, et sans routes, les fermiers du Guaviare réalisèrent que leurs ventes ne couvraient même pas leur apport et le coût du transport.

À la fin des années 70 et au début des années 80, les trafiquants de drogue arrivèrent et montrèrent aux habitants comment cultiver la marijuana, puis la coca et le pavot à opium. Une simple procédure leur permettait de transformer, grâce à quelques produits chimiques, un champ de feuilles de coca en quelques kilos rentables de pâte de coca tout en supprimant la difficulté du transport du produit sur le marché. Grâce à ces cultures illégales, les fermiers avaient soudain le choix entre plusieurs acheteurs, qui leur proposaient des prix intéressants en liquide et des crédits pour de futures récoltes. Les habitants de la région restaient de petits propriétaires, mais pouvaient vivre dans une maison en ville, avec électricité, plomberie intérieure et parfois même une moto¹⁴.

La stratégie des années 90 axée sur la zone d'origine de la drogue

La culture de coca a décollé dans le Guaviare au milieu des années 90. Le Gouvernement américain réagit rapidement, en décidant de consacrer une part plus importante de son budget antidrogue à la zone d'origine de la drogue (par opposition à celle de transit, comme le Mexique ou Haïti). En 1995, Washington lança un programme de fumigation aérienne, basé dans la capitale départementale San José del Guaviare, qui se poursuit à ce jour. Des dizaines de pilotes recrutés par une société de Virginie, DynCorp, survolèrent la région et pulvérisèrent du Round-Uptm – un mélange de glyphosate et autres composés appelés surfactants, qui atteint les feuilles et les racines de la plante.

Les habitants de la région affirment depuis longtemps que l'épandage de tels produits sur leurs cultures vivrières rendent les gens et les animaux malades ; ils souffrent notamment d'insuffisances respiratoires, de troubles gastro-intestinaux et d'inflammations cutanées. Les Gouvernements américain et colombien soutiennent que le glyphosate est un produit sûr, malgré la controverse que suscitent les conséquences sanitaires et environnementales de l'utilisation du glyphosate associé à des surfactants comme le POEA et le Cosmo-Flux¹⁵.

Les pilotes américains chargés de l'épandage s'exposaient à certains risques : les FARC, qui étaient actives dans le Guaviare, leur tiraient dessus avec des armes légères. (Les avions d'épandage furent touchés 56 fois en 2000, aucune victime ne fut à déplorer¹⁶.) La proximité du conflit suscitait certaines inquiétudes au sein du Congrès américain, surtout après l'incident survenu en février 2001 au cours duquel une équipe de recherches et secours de DynCorp se retrouva prise dans un échange de feu avec les FARC dans la ville de Curillo dans le département du Caquetá¹⁷.

Les avions d'épandage sont escortés par des hélicoptères et avions de la police nationale colombienne (CNP), achetés et entretenus par les États-Unis. La CNP (et plus particulièrement sa section antidrogue) reçut, en raison de ce programme, la quasi-totalité de l'aide américaine pour la lutte contre la drogue au cours des années 90. Les forces armées de Colombie, qui étaient compromises par des allégations de corruption et de violation des droits de l'homme et très peu concernées par les missions antidrogue, reçurent seulement quelques millions de dollars d'aide par an, essentiellement sous forme de formation.

Les États-Unis commirent une erreur capitale en lançant le programme de fumigation sur le Guaviare. En effet, ce programme ne fut jamais assorti du moindre dollar d'aide au développement pour aider les paysans touchés à reporter leurs activités sur des cultures licites.

Les États-Unis commirent une erreur capitale en lançant le programme de fumigation sur le Guaviare. En effet, ce programme ne fut jamais assorti du moindre dollar d'aide au développement pour aider les paysans touchés à reporter leurs activités sur des cultures licites. La raison invoquée est un refus de financer des programmes d'aide dans des zones qui ne sont pas totalement

sous le contrôle du Gouvernement colombien. Cette position eut pour effet de rendre les paysans encore plus désespérés en détruisant leur principale possibilité économique.

La culture de coca n'était, bien évidemment, pas le seul choix économique viable pour les habitants du Guaviare. Ils pouvaient toujours rejoindre les FARC ou les paramilitaires, qui soutenaient financièrement leurs combattants. Le programme américain d'épandage aura valu sans aucun doute de nouvelles recrues aux groupes armés illégaux. Les cultivateurs de coca avaient encore une autre possibilité : aller s'installer dans un lieu plus sûr.

Il semble que nombre d'entre eux aient choisi cette solution. Les paysans quittèrent les zones survolées par les avions d'épandage pour s'enfoncer dans la jungle et en territoire contrôlé par les FARC, abattant en chemin des milliers d'hectares de forêt vierge. Le programme de fumigation aboutit bien à une diminution de la culture de coca en Guaviare, mais à la fin des années 90, l'épicentre de la culture de coca s'était déplacé au sud et à l'ouest vers les départements du Caquetá et plus particulièrement du Putumayo, plus près de la frontière équatorienne.

Cette zone est considérée comme territoire des FARC au moins depuis le début des années 80, moins en raison d'une conquête de guérilla que d'une présence insuffisante de l'État colombien. La force des guérillas obligea les Américains à admettre que, pour des raisons de sécurité, le programme de fumigation ne pouvait être mis en place dans le Putumayo. Au lieu de remettre en question l'ensemble de sa stratégie, l'administration Clinton décida d'encourager un rôle encore plus important pour l'armée colombienne dans la lutte antidrogue.

Le Plan Colombie (1999-2001)

En 1998, ce changement fut facilité non seulement par la migration vers le sud du commerce de la coca, mais aussi par l'élection d'un nouveau président en Colombie. Les responsables américains voyaient en Andrés Pastrana une personne avec laquelle ils pouvaient travailler et un changement heureux par rapport à son prédécesseur, Ernesto Samper, qui avait conduit les relations entre son pays et les États-Unis au plus bas depuis des décennies en acceptant des fonds du cartel de Cali pour financer sa campagne.

Pastrana entra en fonction en août 1998 en pleine époque d'optimisme. Il fit des pourparlers de paix avec les mouvements de guérillas sa priorité absolue et chercha à assortir les réformes de ce qu'il appelait un plan Marshall de développement pour les campagnes du pays. Le nouveau président exposa les grandes lignes de ce plan à des donateurs internationaux potentiels dans un document intitulé « Plan Colombie ». Ce texte ne mentionnait pas de fumigations aériennes ni d'activités militaires, seulement des actions de développement¹⁸.

Au cours d'une visite à Washington en octobre 1998, Pastrana tenta d'intéresser les responsables américains à son plan Marshall. Rares étaient ceux qui semblaient prêts à engager des centaines de millions de dollars dans un programme qui ne promettait pas de résultats immédiats dans la guerre contre la drogue, surtout dans un Congrès conservateur très méfiant à l'égard des programmes d'aide étrangers.

La visite de Pastrana, ainsi qu'une rencontre à Cartagena, en décembre 1998, des ministres de la défense de la région, firent bien plus de progrès sur un autre front. Lors de la rencontre en décembre, le Secrétaire américain à la défense, William Cohen, et le Ministre colombien de la défense, Rodrigo Lloreda, annoncèrent la première aide américaine majeure pour l'armée colombienne depuis plusieurs années. Les deux ministres convinrent d'instaurer dans l'armée colombienne un bataillon antistupéfiant – 900 hommes qui devaient être sans reproche sur le plan des droits de l'homme – qui, selon Lloreda, serait chargé d'appuyer la police colombienne dans les opérations antidrogue¹⁹. Ce nouveau bataillon serait basé à Tres Esquinas, à la frontière entre les départements du Caquetá et du Putumayo, qui avaient désormais remplacé Guaviare comme le centre de la culture de coca en Colombie.

La formation du nouveau bataillon commença en avril 1999. L'expression Plan Colombie avait alors largement disparu du discours politique de Bogotá, le plan de développement de Pastrana s'étant évanoui en raison d'un manque d'intérêt international.

Au milieu de l'année 1999, les doutes sur le processus de paix en Colombie circulaient déjà : les FARC avaient bloqué les discussions peu après qu'elles aient été engagées ; le Ministre de la défense Lloreda avait démissionné pour dénoncer le maintien de la zone démilitarisée ; et une offensive des guérillas, en juillet, en avait inquiété plus d'un. Lorsque le nouveau ministre de la défense, Luis Fernando Ramírez, et le général Fernando Tapias, commandant en chef des forces militaires, se rendirent à Washington en juillet 1999 pour demander 500 millions de dollars d'assistance militaire – un chiffre jamais atteint jusqu'alors –, les dirigeants américains étaient à l'écoute. À la mi-juillet, le tsar antidrogue Barry McCaffrey fit circuler un mémo à ses collègues du Cabinet qui définissait un nouveau plan d'assistance de près de 600 millions de dollars pour l'armée et la police colombiennes. Le principal poste de dépenses du plan McCaffrey permettrait d'accroître la capacité d'intervention de l'armée colombienne dans la région du Putumayo²⁰.

Après une période de discussions entre les différentes administrations, le Gouvernement Clinton était prêt à accroître son engagement en matière d'assistance militaire. Selon le *Washington Post*, lors d'une visite à Bogotá, en août 1999, le Sous-secrétaire d'État américain aux affaires politiques, Thomas Pickering, aurait annoncé à Pastrana que les États-Unis augmenteraient considérablement leur aide s'il mettait au point un plan complet pour renforcer l'armée, enrayer la chute de l'économie du pays et lutter contre le trafic de drogue²¹.

À la fin du mois de septembre 1999, un nouveau Plan Colombie, un document en anglais qui prévoyait un important volet en matière de sécurité et de lutte antidrogue, circulait à Washington. Bien qu'il fut assez vague sur certains détails, il était clair que ce plan, une initiative du Gouvernement colombien pour « la paix, la prospérité et le renforcement de l'État » coûterait 7,5 milliards de dollars (4 milliards de fonds colombiens et 3,5 de contributions de la communauté internationale)²².

Les détracteurs et les partisans du Plan Colombie – qui ne fut pas disponible en espagnol avant février 2000 – n'ont cessé de débattre de l'importance du rôle joué par les États-Unis dans sa conception.

Une monographie de 2001 de l'U.S. Army War College donne les précisions suivantes : « [C]ontrairement aux spéculations des médias, [le Plan] fut rédigé par un Colombien – Jaime Ruiz, conseiller spécial de Pastrana. Il est titulaire d'un doctorat de Louvain et d'un diplôme d'ingénieur de l'Université du Kansas, a épousé une Américaine et maîtrise parfaitement l'anglais. Il a écrit en une semaine le plan en anglais²³. » Qu'une personne ait pu ou non élaborer, à elle seule en une semaine, un plan pour pacifier et développer tout un pays, l'influence de Washington dans la conception de ce plan ne peut être ignorée.

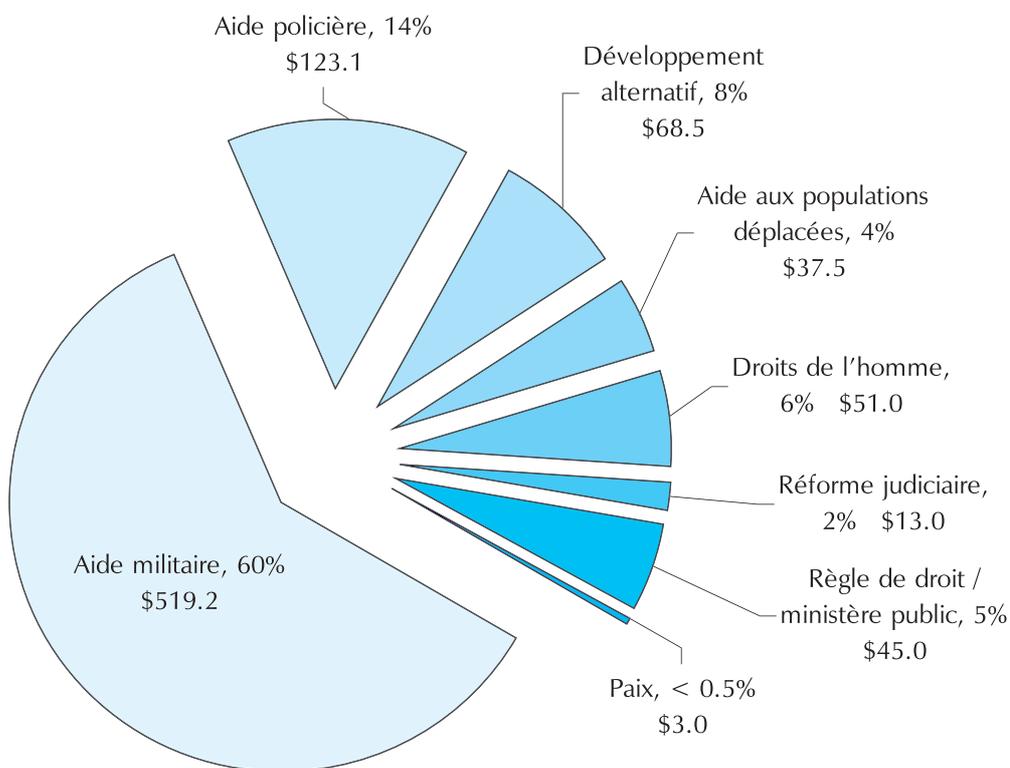
Le 11 janvier 2000, le président Bill Clinton présenta au Congrès la contribution des États-Unis au Plan Colombie comme une loi budgétaire supplémentaire d'urgence. Tandis que les Colombiens expliquaient que 25% des 7,5 milliards de dollars iraient aux forces de sécurité du pays, le reste étant consacré aux programmes économiques et sociaux, le projet de Clinton prévoyait exactement l'inverse²⁴. Ce qui deviendrait plus connu sous le nom de programme Plan Colombie prévoyait une aide d'urgence de 1,3 milliards de dollars pour 2000 et 2001, dont 860 millions profiteraient à la Colombie (le reste allant aux pays voisins et aux agences antidrogue américaines). Sur ces 860 millions, 75% – 642 millions – devaient revenir à l'armée et à la police colombiennes²⁵. Selon les estimations les plus récentes du Center for International Policy, l'aide américaine à la Colombie s'élève pour la période 2000-2002, avec l'aide déjà prévue, à 1,35 milliards de dollars d'assistance pour l'armée et la police (79%) et à 363,5 millions d'aide économique et sociale (21%)²⁶.

L'élément essentiel de cette aide militaire fut un développement considérable de la stratégie lancée en décembre 1998 avec le bataillon antistupéfiant. Depuis que le programme Plan Colombie a force de loi (juillet 2000), les fonds américains ont permis de créer deux bataillons supplémentaires, qui

représentent une brigade antistupéfiant de 2 300 hommes au sein de l'armée colombienne, dans la zone de culture de coca du Putumayo. Ces unités vont recevoir en tout près de 70 hélicoptères pour un coût total de plus de 400 millions de dollars : 30 hélicoptères UH-1 Huey des années 70, qui ont été livrés en 1999 et 2000, 14 hélicoptères sophistiqués UH-60

Graphique 2. Programme d'aide « Plan Colombie », promulgué en juillet 2000

(en millions de dollars U.S.)



Blackhawk livrés en janvier 2002 et encore une trentaine d'hélicoptères modernisés Huey II, dont la livraison devait commencer en février 2002. (La police colombienne a reçu deux autres Blackhawks et devrait recevoir près de 12 Huey II²⁷.)

Selon un rapport d'octobre 2000 de la Maison-Blanche, l'objectif de ces unités est d'instaurer « les conditions de sécurité nécessaires » pour mettre en œuvre les programmes antidrogue comme ceux de fumigation et de développement alternatif dans le Putumayo²⁸. Cette opération, plus connue dans les documents américains sous le nom de « push into Southern Colombia », conduira les unités militaires à mener, avec l'appui des États-Unis, des opérations offensives contre les guérillas colombiennes. Les détracteurs de cette mission ont souligné qu'elle s'apparentait beaucoup à une opération anti-insurrectionnelle ; un changement qui rapproche les États-Unis de la guerre en Colombie.

Le programme d'aide a entraîné une augmentation considérable de la présence américaine en Colombie et autour du pays. Les entraîneurs et les agents de renseignement (pour la plupart des unités des forces spéciales des États-Unis), les pilotes des avions d'épandage, les mécaniciens, le personnel logistique, les opérateurs radar travaillent avec l'armée et la police colombiennes dans plusieurs bases du sud de la Colombie. D'autres travaillent dans une demi-douzaine de sites radar dans des régions retirées du pays, à la recherche d'avions soupçonnés de trafic de drogue. Les membres du Congrès fixèrent, dans la loi de 2000, la limite des personnes pouvant se trouver au même moment sur le territoire colombien (500 américains du personnel en uniforme et 300 du secteur privé). Le Département d'État soutient que la présence militaire américaine au sol en Colombie n'a jamais été supérieure à 400, mais a fait pression sur le Congrès pour qu'il élève le plafond fixé à 300 pour le personnel privé, affirmant que la livraison de nouveaux hélicoptères nécessite la présence d'un plus grand nombre de mécaniciens et autre personnel d'assistance²⁹. Dans le programme d'aide pour 2002 (examiné plus loin), le Congrès a réduit le plafond du personnel militaire à 400 et relevé celui du personnel privé à 400.

Inquiétudes autour de la stratégie

Bien qu'il bénéfît du soutien de l'administration démocrate de Clinton et des chefs de file républicains du Congrès, le programme d'aide Plan Colombie n'en était pas moins très controversé. Cette question de politique étrangère américaine fut, en 2000 et 2001, l'une des plus contestée pour plusieurs raisons : le risque d'escalade au niveau de l'engagement militaire, les doutes concernant l'efficacité de la politique de fumigation comme stratégie antidrogue, les conséquences sur les droits de l'homme, l'incidence sur les pourparlers de paix en Colombie et l'absence de soutien international.

De nombreux observateurs s'interrogent sur la capacité des 2 300 membres des nouvelles unités antidrogue financées par les États-Unis à instaurer, une fois que les hélicoptères auront été livrés, des « conditions de sécurité » dans le Putumayo, une zone approximativement de la taille de la Belgique. Le théâtre d'opération de cette nouvelle brigade est l'un des plus vieux bastions des FARC et aussi l'un des plus âprement défendus. Les guérillas connaissent le terrain et sont régulièrement en contact avec de nombreux *campesinos* locaux. Vers la fin des années 90, l'armée colombienne a perdu de nombreuses batailles importantes dans les environs, comme celles de Las Delicias (1996), Patascocoy (1997) et El Billar (1998) et combattu les FARC lors d'affrontements sanglants à Coreguaje en juin 2001. De nombreuses sources, notamment le général Charles Wilhelm, ancien commandant en chef du Commandement sud de l'armée des États-Unis (Southern Command) des troupes américaines en Amérique latine, ont admis qu'il existe une réelle possibilité que les FARC disposent de missiles surface-air capables de descendre des hélicoptères blindés³⁰.

Tableau 1. Programmes économiques et sociaux

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Programme d'aide économique	0	0	3	4	0	0
Aide au développement	0	0.02	0	0	0	0
Programmes sur les maladies et la survie des enfants	0	0	0	0	0	0
Aide alimentaire (loi 480)	0	0	0	0	0	0
Contrôle international des stupéfiants	0	0.5	5.75	208	5	146.5
Total économique et social	0	0.52	8.75	212	5	146.5

Tableau 2. Programmes d'aide militaire et policière

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
INC [contrôle international des stupéfiants]	33.45	56.5	200.11	686.43	43	252.5
FMF [financement des forces militaires étrangères]	30	0	0.44	0.4	0	0
IMET [éducation et formation militaires internationales]	0	0.89	0.92	0.9	1.04	1.18
Prélèvements d'urgence pour la lutte antidrogue	14.2	41.1	58	0	0	0
«Section 1004» [aide du Département de la défense pour la lutte antidrogue]	10.32	11.78	35.89	85.9	60.9	79.8
'«Section 1033» [aide du Département de la défense pour la lutte antidrogue sur les rivières]	0	2.17	13.45	24.63	19.04	4.3
Fonds discrétionnaires de l'Office national de lutte contre la drogue	0.5	0	0	0	0	0
EDA [transferts de matériel de défense excédentaire]	0.09					
Total militaire et policier	88.56	112.44	308.81	798.26	123.98	337.78

Millions de dollars. Les chiffres en italique sont des estimations correspondant à la moyenne des deux années antérieures. Plusieurs programmes sont expliqués en détail sur le site <http://www.ciponline.org/facts/co.htm> et <http://www.ciponline.org/facts/home.htm#1>

Si l'opération « push into Southern Columbia » échoue sur le plan militaire, nombreux sont ceux qui s'attendent à une escalade de l'engagement et de l'aide des États-Unis. Si l'analogie souvent évoquée avec le Viet Nam est inappropriée – il est difficile d'imaginer des troupes américaines dans les jungles colombiennes – la stratégie actuelle pourrait très bien déboucher sur un engagement militaire coûteux et difficile.

Les détracteurs de ce plan s'interrogent aussi sur l'efficacité du programme de fumigation comme stratégie antidrogue. Depuis le début des fumigations sur une grande échelle dans le département du Guaviare en 1995, la quantité totale de coca cultivée en Colombie a plus que doublé. La stratégie américaine antidrogue n'a pour l'instant réussi qu'à déplacer géographiquement les cultures : de la Bolivie et du Pérou vers le Guaviare, puis vers le Putumayo.

Les fumigations prévues par le nouveau plan commencèrent à la fin du mois de décembre 2000 dans le Putumayo et les autorités américaines affirment que le glyphosate a touché, en 2001, 84 000 hectares de coca³¹. Alors que les partisans de cette politique eux-mêmes ne prévoient pas de recul de la culture totale de coca en Colombie en 2001, les critiques concernant les conséquences sur la santé et l'environnement ainsi que la politique arbitraire de fumigation des cultures licites se sont multipliées³².

Les programmes de développement alternatif ayant été mis en place très lentement dans les zones touchées par les campagnes de fumigation, nombre d'habitants ont quitté la région pour aller de l'autre côté de la frontière, en Équateur ; ils sont aussi très nombreux à être partis s'installer ailleurs dans les vastes jungles du bassin amazonien en Colombie où ils ont à nouveau abattu des forêts et planté de la coca. Peu après la première vague de fumigations dans le Putumayo, la presse fit état de

nouvelles cultures de coca dans le département du Nariño à l'ouest, dans une région que les habitants appellent désormais le « Petit Putumayo »³³. Il semble que le programme de fumigation dans le Putumayo n'ait servi qu'à déplacer la culture de coca ailleurs en Colombie – ou par-delà les frontières, dans les pays voisins.

Les groupes des droits de l'homme s'interrogent toujours sur la possibilité que l'aide américaine puisse être utilisée pour commettre des exactions sur la population civile. En raison des liens qui ont été amplement démontrés entre l'armée colombienne et les paramilitaires, et de l'impunité des officiers soupçonnés d'exactions, par des allégations plausibles, le Gouvernement américain s'est trouvé dans l'incapacité d'affirmer que ceux qui avaient reçu cette aide avaient respecté les conditions en matière de droits de l'homme stipulées dans la loi du programme d'aide 2000-2001. Le président Clinton décida de supprimer ces conditions, comme le lui permettait la loi, pour des raisons de « sécurité nationale ».

L'armée et les paramilitaires semblent entretenir des relations étroites dérangeantes dans le Putumayo, la zone qui reçoit la plupart de l'aide militaire américaine. Alors qu'aucune allégation de collaboration avec les paramilitaires ne pèse sur la nouvelle brigade antidrogue, les unités existant dans cette région – notamment la 24^e brigade de l'armée colombienne – sont soupçonnées d'entretenir des liens étroits avec l'AUC. Dans un rapport publié en octobre 2001, Human Rights Watch prétendait que la 24^e brigade, basée dans le Putumayo, avait même bénéficié de pots-de-vin de la part de chefs paramilitaires en échange de sa collaboration³⁴.

L'influence de l'aide militaire américaine sur les pourparlers engagés avec les FARC suscite d'autres inquiétudes. L'annonce du Plan Colombie a certainement dégradé les discussions engagées avec les FARC à un moment où les deux parties tentaient de surmonter des décennies de méfiance. L'annonce d'un programme d'aide de grande envergure renforça, dans les deux camps, la position de ceux qui étaient opposés à toute négociation : les chefs des FARC qui doutaient dès le départ des motivations du gouvernement, et les responsables militaires et gouvernementaux qui estimaient que cette aide permettrait d'éviter toute nouvelle concession lors des pourparlers.

On peut également voir un autre élément d'inquiétude dans la réticence des alliés européens et des voisins d'Amérique latine à soutenir ouvertement la stratégie du Plan Colombie ou à offrir une aide supplémentaire. À ce jour, l'Europe n'a offert à la Colombie que 300 millions de dollars d'aide non militaire, et la plupart de cette aide est destinée à appuyer le processus de paix en Colombie et expressément distinguée du Plan Colombie³⁵. La quasi-totalité de la contribution internationale (qui devait s'élever au départ à 3,5 milliards de dollars) au Plan Colombie vient des États-Unis. Cette absence de soutien s'explique notamment par le fait de n'avoir pas été impliqué dans l'élaboration du plan, un sentiment de gêne par rapport à l'importance de l'armée américaine dans ce programme et le manque d'intérêt pour ce qui n'a jamais été une priorité en matière d'aide pour la plupart des pays européens donateurs.

L'initiative régionale andine (2001-2002)

En avril 2001, seulement quelques-uns des hélicoptères prévus dans le programme d'aide Plan Colombie avaient été livrés et l'administration Bush devait encore nommer nombre de ses responsables clefs pour l'Amérique latine. La demande d'aide de l'administration Bush pour 2002 auprès du Congrès ne prévoyait donc pas de nouveau matériel ni de bataillons ; elle était largement considérée comme la poursuite de la stratégie mise en place par l'administration Clinton³⁶.

La principale différence dans la demande pour 2002 est qu'elle portait un intérêt accru aux voisins de la Colombie. L'administration Bush tentait d'inscrire sa demande d'aide dans le cadre d'une

approche régionale, préférant parler d'« Initiative régionale andine » plutôt que de Plan Colombie. Si la partie de l'aide destinée à la Colombie devait aller à 70% à des opérations militaires et policières, celle destinée aux pays voisins était répartie de manière plus équilibrée entre priorités sociales et militaires.

Si la partie de l'aide destinée à la Colombie devait aller à 70% à des opérations militaires et policières, celle destinée aux pays voisins était répartie de manière plus équilibrée entre priorités sociales et militaires.

La demande d'aide de l'administration Bush prévoyait néanmoins une forte augmentation de l'aide militaire et policière par rapport aux niveaux de 2000-2001 pour le Pérou (+ 82%), la Bolivie (+ 20%) et l'Équateur (+ 63%)³⁷.

La présence américaine dans les pays voisins de la Colombie progresse aussi. En 1999 et 2000, l'administration Clinton facilita la conclusion d'accords pour l'utilisation de bases aériennes à Manta (Équateur) et à Aruba et Curaçao (Antilles néerlandaises). Situés à moins de 320 km du territoire colombien, ces emplacements d'opérations avancés disposent d'avions de surveillance et d'écoute électronique qui contrôlent quotidiennement la production et le trafic de drogue dans les Andes septentrionales et les Caraïbes du Sud³⁸. (En 2001, un troisième site commença ses activités, à Comalapa en El Salvador.) De nombreux observateurs, notamment en Équateur, s'inquiètent des futures pressions qui pourraient s'exercer pour modifier l'utilisation des sites, si les États-Unis décidaient d'opter pour une stratégie anti-insurrectionnelle.

Au Pérou, les États-Unis entretiennent, en matière de formation, une présence quasi permanente dans le port d'Iquitos sur l'Amazone, où un centre de formation construit par les Américains (le Joint Riverine Training Center) aide la police et la marine péruviennes à contrôler le trafic sur le fleuve³⁹. Iquitos comprend, comme d'autres sites péruviens tels que Andoas et Pucallpa, des stations radar et des pistes pour le programme d'interdiction aérienne mis en place par les deux pays. Ce programme a été interrompu après qu'un avion avec des missionnaires américains à son bord fut abattu en avril 2001.

L'Initiative régionale andine fut présentée à un Congrès américain plus sceptique qu'il ne l'avait été l'année précédente lors du débat sur le Plan Colombie. La version finale du projet pour 2002 était inférieure de 14% à ce qu'avait demandé l'administration Bush et imposait des conditions en matière de droits de l'homme (avec un libellé plus faible que celui de l'année précédente, mais sans aucune possibilité de dérogation) et attendait des résultats du programme de fumigation. Les tentatives visant à réduire l'aide militaire réussirent presque à l'emporter à la Chambre des représentants, avec le soutien de la majorité du Parti démocrate et une tentative visant à annuler les réductions d'aide militaire échoua au Sénat.

La nouvelle administration s'interroge sur une stratégie anti-insurrectionnelle

Bien que les opérations financées par les États-Unis aient été jusqu'à présent de type anti-guérilla comme l'opération « push into Southern Colombia », Washington a toujours considéré que les activités anti-insurrectionnelles – qui reviennent à s'engager dans le borbier de la sale guerre en Colombie – devaient être évitées. Si le fait d'être impitoyable sur la drogue (« tough on drugs ») est une attitude payante auprès du public national, la plupart des politiciens ont toujours évité d'approuver les activités manifestement anti-insurrectionnelles, qui ne manqueraient pas de soulever de nombreuses questions sensibles en matière d'escalade, de « pentes dangereuses », de stratégies de sortie et de risque d'un nouveau « Viet Nam ». (Si plusieurs Républicains du Congrès réclamèrent pendant des années que Washington s'engage dans des activités anti-insurrectionnelles, ils ne représentaient plus qu'une frange radicale sous Clinton). Les responsables, aussi bien sous l'administration Clinton que sous celle de Bush, ont tous cherché à convaincre le Congrès et l'opinion qu'ils n'ont aucune intention de franchir

la ligne qui sépare les missions antidrogue des missions antiguérilla. Selon l'Ambassadeur des États-Unis en Colombie, Anne Patterson, « La volonté politique de se lancer dans des activités anti-insurrectionnelles est nulle. Cela n'arrivera pas »⁴⁰.

La ligne qui sépare ces deux types de missions s'est estompée tandis que le processus de paix en Colombie connaît des difficultés et que de nouvelles allégations évoquent des liens entre les FARC et le commerce de la drogue. Le *Washington Post* écrivait dans son éditorial du 3 janvier 2001 : « Les États-Unis [...] devraient arrêter d'affirmer qu'ils ne soutiennent qu'une campagne contre le trafic de drogue en Colombie. [...] Si elle continue à former et à équiper l'armée colombienne, la nouvelle administration ne pourra éviter d'être impliquée dans un conflit plus large en Colombie »⁴¹.

Les groupes armés colombiens sont de plus en plus considérés comme des menaces contre la sécurité nationale américaine. Washington ne tolèrera certainement pas de forts niveaux d'instabilité dans un pays aussi près de ses frontières, qui plus est la quatrième puissance économique de l'Amérique latine et le cinquième partenaire commercial des États-Unis. La Colombie est également la septième source de pétrole importé pour les États-Unis et probablement le pays qui dispose des plus importantes réserves pétrolières inexplorées et inexploitées dans tout l'hémisphère⁴². Parmi les autres ressources naturelles d'une très grande valeur sur le plan international, dont l'exploitation est compromise par l'instabilité, citons le charbon, le gaz naturel, l'or, les pierres précieuses, le bois et deux côtes assez rapprochées qui pourraient susciter l'intérêt pour le développement d'autres options pour concurrencer le Canal de Panama engorgé.

Alors que l'administration Bush se mettait en place en 2001, des voix commencèrent à s'élever pour dénoncer l'accent mis uniquement sur les activités antidrogue. Le nouveau secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était connu pour être sceptique sur l'engagement de l'armée dans la lutte antidrogue. La Rand Corporation publia en juin 2001 une étude très remarquable, financée par l'armée de l'air des États-Unis, qui critiquait sérieusement la politique antidrogue américaine en Colombie et appelait plutôt à un engagement plus important dans les activités anti-insurrectionnelles. Cette étude précisait « Le programme américain d'assistance militaire en El Salvador sous l'administration Reagan pourrait être un modèle pertinent »⁴³.

Au milieu de l'année 2001, alors que les personnes nommées par Bush arrivaient à des postes clés, les dirigeants reconnurent qu'ils étaient en train de revoir la politique héritée de l'administration Clinton à l'égard de la Colombie. Peter Rodman, assistant du Secrétaire à la défense, déclara en août que les autorités devaient faire des choix difficiles pour ce qui était de décider si l'intérêt des États-Unis pour la Colombie devait se limiter aux questions de drogue ou de voir s'ils pouvaient avoir un intérêt plus large dans la survie d'un gouvernement démocratique ami⁴⁴. La visite du secrétaire d'État Colin Powell à Bogotà fixée au 11 septembre était considérée comme une étape cruciale dans ce processus.

La « guerre contre le terrorisme »

La visite du secrétaire d'État Powell a, bien évidemment, été repoussée. Les attaques du 11 septembre et la guerre qui suivit en Afghanistan exclurent la Colombie des pages de une. La révision de la politique des États-Unis fut gelée et la stratégie américaine mise sur « pilote automatique ».

Alors que l'intervention en Afghanistan touche à sa fin, le débat sur le soutien américain pour des activités anti-insurrectionnelles en Colombie s'accélère, stimulé par l'échec des négociations avec les FARC en février 2002. Le nouveau contexte international relance, bien évidemment, la possibilité d'une réorientation. Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme, la Colombie – avec trois groupes qui figurent sur la liste du Département d'État des organisations terroristes étrangères – est aujourd'hui un pays bien en évidence sur la carte du monde.

Le discours des autorités américaines s'est fait plus belliqueux depuis les attaques terroristes. L'ambassadeur des États-Unis en Colombie, Anne Patterson, et le sénateur Bob Graham (président de la Commission du Sénat sur les questions de renseignement) ont comparé publiquement les FARC à l'organisation terroriste de Ben Laden⁴⁵. Le secrétaire d'État Colin Powell a déclaré, en octobre 2001, à la Commission des affaires étrangères du Sénat que l'organisation al-Qaeda est l'exemple typique d'un groupe terroriste contre lequel une alliance internationale pourrait se mobiliser, ajoutant que les FARC et la « Real IRA » irlandaise sont probablement du même calibre⁴⁶. Le Coordonnateur de la lutte antiterroriste au Département d'État, Francis Taylor, a déclaré, le 15 octobre 2001, à des journalistes que les FARC, ELN et AUC « subiront le même traitement que tout autre groupe terroriste ; il est dans notre intérêt de les poursuivre et de mettre un terme à leurs activités terroristes ». Il a ajouté que les États-Unis emploieront « toutes les ressources » disponibles pour ce faire, y compris « le cas échéant, le recours à la force militaire, comme en Afghanistan »⁴⁷. Des membres éminents du Congrès ont répondu positivement à la demande du président Pastrana, en novembre 2001, de pouvoir utiliser l'aide antidrogue actuelle pour lutter contre les groupes armés. Le président de la House Drug Policy Subcommittee, Mark Souder (Indiana), a déclaré à des journalistes : « il ne s'agit pas uniquement de drogue. Cela s'est développé en terrorisme et nous devons lutter contre le terrorisme dans notre hémisphère »⁴⁸.

La réponse de l'administration Bush transparaisait dans la demande présentée au Congrès pour 2003, rendue publique le 4 février 2002. Entre l'aide à l'étranger et les dépenses du budget de la défense, la Colombie devrait recevoir en 2003 plus de 520 millions de dollars d'aide militaire et policière et 164 millions de dollars d'aide sociale et économique. Pour la première fois depuis la guerre froide, l'administration cherche à mobiliser pour la Colombie une aide militaire qui ne soit pas liée à la lutte antidrogue. Le programme de financement des forces militaires étrangères (FMF), qui a servi essentiellement ces dernières années à fournir une aide militaire au Moyen-Orient, devrait fournir 98 millions de dollars pour aider l'armée colombienne à protéger l'oléoduc de Caño Limón-Coveñas, qui va du département de Arauca à celui de Sucre dans le nord-est de la Colombie. Une grande partie du pétrole qui passe par cet oléoduc appartient à Occidental Petroleum, qui est basé à Los Angeles. En 2001, les guérillas colombiennes ont attaqué cet oléoduc 166 fois.

Une demande budgétaire supplémentaire présentée le 21 mars 2002 allait plus loin. Le projet prévoyait, outre 6 millions de dollars destinés au lancement immédiat du programme de protection de l'oléoduc, de changer radicalement la mission américaine en Colombie, en franchissant officiellement la ligne qui sépare les activités antidrogue des activités anti-insurrectionnelles sur le plan juridique. Ce projet devait permettre l'utilisation de toute aide militaire et policière, passée, présente ou future, fournie dans le cadre de programmes antidrogue pour « soutenir une campagne unie contre le trafic de stupéfiants, les activités terroristes et autres menaces contre la sécurité nationale [de la Colombie] ».

Le Gouvernement américain se trouve clairement à un tournant décisif et cette nouvelle proposition multiplierait le nombre de cibles contre lesquelles le matériel militaire fourni par les États-Unis et les unités soutenues par les Américains pourraient être employés. Un débat approfondi examinera certainement à Washington, en 2002, l'idée d'un engagement plus poussé dans le conflit en Colombie.

Si la Rand Corporation et d'autres soutiennent l'idée de retenir l'exemple de l'appui américain en El Salvador dans les années 80, ils oublient qu'il fallut douze ans et près de deux milliards de dollars d'aide militaire pour aboutir à une impasse en El Salvador, après que les combats coûtèrent 70 000 vies et provoquèrent l'exil de plus d'un million de personnes.

Ce débat devra évaluer correctement l'importance de l'effort nécessaire. Si la Rand Corporation et d'autres soutiennent l'idée de retenir l'exemple de l'appui américain en El Salvador dans les années 80, ils oublient qu'il fallut douze ans et près de deux milliards de dollars d'aide militaire pour aboutir à une impasse en El Salvador, après que les combats coûtèrent 70 000 vies et provoquèrent l'exil de plus d'un million de personnes. La Colombie est 53 fois plus grande que El Salvador et sa population huit fois plus importante. Le coût d'une campagne anti-insurrectionnelle « réussie » en Colombie serait effroyablement élevé, que ce soit en dollars ou en vies.

Les droits de l'homme doivent être un deuxième sujet de réflexion avant de s'engager dans une lutte anti-insurrectionnelle. Peu d'éléments peuvent garantir que l'aide militaire – qu'il s'agisse d'armes, de renseignements ou de capacités meurtrières – ne sera pas utilisée de manière abusive contre des civils innocents. Il est possible d'imaginer, par exemple, que les renseignements transmis à l'armée colombienne sur les mouvements de guérilla dans un village puissent tomber entre les mains des paramilitaires qui iraient ensuite massacrer les villageois. Il existe peu de moyens d'empêcher qu'un large programme américain d'aide militaire ne contribue, directement ou indirectement, à de tels abus si ce n'est par de faibles mesures législatives.

Il n'est pas certain non plus qu'une approche essentiellement militaire permettra d'obtenir la sécurité, la gouvernabilité et la réforme nécessaires au développement d'une démocratie stable en Colombie. Le pays est tout simplement trop grand pour que les forces armées puissent maintenir une présence permanente dans tout le territoire ; l'aide militaire doit donc être vue comme une pièce d'un grand puzzle. Tant que les Colombiens ne se sentiront pas partie prenante dans un système géré par un État responsable et apte à faire face à diverses situations, l'insurrection et la criminalité resteront des options intéressantes.

Premiers pas vers la sécurité humaine

Des propositions concrètes pour développer la sécurité humaine en Colombie devraient faire l'objet d'un article beaucoup plus long. Il convient toutefois de rappeler quelques principes généraux. L'armée colombienne a un rôle à jouer, mais la communauté internationale doit se concentrer davantage sur la professionnalisation et le renforcement des institutions civiles de l'État en Colombie. Pour cela, il faudrait augmenter l'aide internationale pour les négociateurs de paix, les juges et les procureurs, les militants des droits de l'homme et anticorruption, les législateurs honnêtes, les officiers militaires et de police réformistes, les journalistes d'investigation, et tous ceux qui veulent construire une vraie démocratie viable. Les projets de développement alternatif, les programmes d'infrastructure et des investissements de la part de l'État peuvent permettre d'instaurer les conditions nécessaires pour une économie légale viable dans les zones rurales négligées. Les pays consommateurs de drogue doivent dépenser davantage au niveau national pour réduire la demande et la plupart des études réalisées à ce jour semblent montrer que le moyen le plus efficace d'atteindre cet objectif est d'offrir des traitements aux toxicomanes⁴⁹.

Les décisions qui seront prises au cours de l'année ou des deux années à venir seront cruciales ; elles détermineront si le processus de paix en Colombie parviendra à mettre un terme au combat, si des réformes réelles pourront s'établir et si le cauchemar des droits de l'homme, démontré par la Commission colombienne des juristes, prendra fin. La Colombie a besoin de l'aide de la communauté internationale pour sortir de la crise complexe qu'elle connaît depuis longtemps en matière de sécurité humaine. La communauté internationale doit se préparer à utiliser, avec une infinie patience, un ensemble complexe de moyens. La stratégie anti-insurrectionnelle promet de faire encore plus de ravages.

Notes

1. Comisión Colombiana de Juristas, 2001, *Panorama de violaciones a los derechos humanos y al derecho humanitario en Colombia*, Bogotá, Colombie, avril, < <http://ciponline.org/colombia/040001.htm> > .
2. Ibid.

3. Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES), 2002, *Codees Informa*, « Boletín 40: Desplazados en la encrucijada », Bogotá, Colombie, CODHES, 15 février < http://www.codhes.org.co/boletin_public/boletin_ult.htm > .
4. Nations Unies, Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants, ONU. E/CN.4/2000/71, Annexe II, par. 27 à 29. Cité dans Harvey Danilo Suárez Morales. 2001, « Los Sistemas de Información y las Cifras sobre Desplazamiento Forzado en Colombia », Bogotá, Colombie, CODHES, < http://www.codhes.org.co/boletin_public/centroddocum/cend_sisinfo.htm > .
5. Fundación País Libre, 2002, « Estadísticas sobre secuestro, recogidas por País Libre », Bogotá, Fundación País Libre, < http://www.paislibre.org.co/el_secuestro_colombia.asp > .
6. États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2001, « Colombia—Consular Information Sheet », Washington, DC, 18 avril, < <http://travel.state.gov/colombia.html> > .
7. Banque mondiale, 2000, *World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty*, Washington, DC, World Bank Group, octobre, p. 282, < <http://www.worldbank.org/poverty/wdrpoverty/report/tab5.pdf> > .
8. Norwegian Refugee Council. Global IDP Project, 1999, « The issue of land plays an intimate role with the phenomenon of displacement », Oslo, IDP Project, < <http://www.db.idpproject.org/Sites/IdpProjectDb/idpSurvey.nsf/1c963eb504904cde41256782007493b8/9911fafe2564b704c125684100304078?OpenDocument> > .
9. Luis Gilberto Murillo, 2001, « El Chocó: The African Heart of Colombia », discours prononcé au Musée américain d'histoire naturelle, New York, 23 février, < <http://www.igc.org/isla/SpecialRpts/SR2murillo.html> > .
10. Voir, par exemple, Ricardo Rocha, 2000, « The Colombian Economy after 25 Years of Drug Trafficking », Bogotá, Colombie, United Nations Drug Control Program, Bogotá Country Office, < <http://www.undcp.org/colombia/rocha.html> > .
11. Voir, par exemple, États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2001, *Annual Reports on Human Rights Practices*, Washington, DC, Département d'État, février, < <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2000/wha/index.cfm?docid=741> > ; Nations Unies, Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en Colombie, 2001, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Colombie*, Genève, Suisse, document des Nations Unies E/CN.4/2001/15, 8 février, < <http://www.unhcr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/TestFrame/693c0f0cc7ca3f016c1256a150049cbac?Opendocument> > ; Human Rights Watch, 2001, *The 'Sixth Division': Military-Paramilitary Ties and U.S. Policy in Colombia*, New York, Human Rights Watch, octobre, < <http://www.hrw.org/reports/2001/colombia/> > .
12. Comisión Colombiana de Juristas, op. cit.
13. « Colombian death squad leader reveals his face », CNN International, 2 mars 2000 < <http://www.cnn.com/2000/WORLD/americas/03/02/colombia.fugitive/> > .
14. Voir, par exemple, Alan Weisman, 1995, « The Cocaine Conundrum », *Los Angeles Times Magazine*, 24 septembre, < <http://www.colombiasupport.net/1995/weisman.html> > .
15. Voir, par exemple, Contraloría General de la República de Colombia, 2001, *Auditoría Especial a la Política De Erradicación de Cultivos Ilícitos*, Bogotá, Colombie, juillet, < <http://ciponline.org/colombia/071902.htm> > ; William Eichbaum, vice-président, Endangered Spaces Program, le Fonds mondial pour la nature (WWF), 2001, Lettre au sénateur Russell Feingold, 21 novembre, < <http://ciponline.org/colombia/112101.htm> > ; International Labor Rights Fund, 2001, action en justice contre DynCorp, Washington, DC, < <http://www.laborrights.org/projects/dyncorp/dyncorpcomplaint.doc> > ; Elsa Nivia, 2001, « Las fumigaciones aéreas sobre cultivos ilícitos si son peligrosas—Algunas aproximaciones », Conférence « The Wars in Colombia: Drugs, Guns and Oil », Davis, CA, University of California at Davis, 17-19 mai, < <http://ciponline.org/colombia/051706.htm> > ; Gobernación del Putumayo, Colombia, Departamento Administrativo de Salud, 2001, « Efectos de la Fumigación, Informe Preliminar », Mocoa, Colombie, février, < <http://www.ciponline.org/colombia/putugovt0201.htm> > ; États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2001, « Report on effects on human health and safety of herbicides used in the Colombian aerial spray program », Washington, DC, 23 janvier, < <http://ciponline.org/colombia/012301.htm> > ; États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2000, « Fact sheet on Aerial Eradication of Illicit Crops », Washington, DC, 6 novembre, < <http://ciponline.org/colombia/110601.htm> > .
16. États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2001, *International Narcotics Control Strategy Report*, Washington, DC, mars, < <http://www.state.gov/g/inl/rls/nrcrpt/2000/index.cfm?docid=883> > .
17. Juan O. Tamayo, 2001, « Colombian guerrillas fire on U.S. rescuers », *The Miami Herald*, 22 février, < <http://groups.yahoo.com/group/ColombiaUpdate/message/50> > .
18. Presidencia de la República de Colombia, Oficina del Alto Comisionado para la Paz, 1999, *Hechos de Paz V: Del Diálogo a la Negociación, Agosto 7 de 1998 - Mayo 24 de 1999*, Santa Fe de Bogotá, Presidencia de la República, mai, p. 441 à 466, < <http://ciponline.org/colombia/plancol98.htm> > .
19. William S. Cohen, secrétaire à la défense des États-Unis, et Rodrigo Lloreda, ministre colombien de la défense, 1998, Briefing, Cartagena, Colombie, 1^{er} décembre, < <http://ciponline.org/colombia/000120101.htm> > .
20. États-Unis d'Amérique, Cabinet du Président des États-Unis, Office of National Drug Control Policy, 1999, « Discussion Paper: Western Hemisphere Counterdrug Program Enhancements », Washington, DC, 13 juillet, < <http://ciponline.org/colombia/00071301.htm> > .

21. Douglas Farah, 1999, « U.S. Ready to Boost Aid to Troubled Colombia », *The Washington Post*, 23 août, p. A1, < <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inat/daily/aug99/colombia23.htm> > .
22. Gouvernement colombien, 1999, « Plan Colombia: Plan for Peace, Prosperity and the Strengthening of the State », Bogotá, octobre, < <http://ciponline.org/colombia/plancolombia.htm> > .
23. Gabriel Marcella, 2001, *Plan Colombia: The Strategic and Operational Imperatives*, Carlisle, PA, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, février, p. 7 < <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs2001/pcimprtv/pcimprtv.htm> > .
24. Larry Rohter, 1999, « Plan to Strengthen Colombia Nudges U.S. For \$3.5 Billion », *The New York Times*, 18 septembre, < <http://www.nytimes.com/library/world/americas/091899colombia-us.html> > ; Sous-commission chargée de l'hémisphère occidental, Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, 2000, Déclaration du représentant Elton Gallegly, « Implementing Plan Colombia », 21 septembre, < http://www.house.gov/international_relations/wh/colombia/gallegly.htm > .
25. Adam Isacson, Center for International Policy, 2000, « The 2000-2001 Colombia aid package by the numbers », 5 juillet, < <http://ciponline.org/colombia/aidcompare.htm> > .
26. Voir Center for International Policy, 2002, *All aid to Colombia*, Washington, DC, CIP, avril, < <http://ciponline.org/colombia/aid03.htm> > .
27. Rand Beers, secrétaire d'État adjoint aux affaires internationales relatives aux narcotiques et à l'application des lois, 2001, audition devant la sous-commission des finances chargée des opérations extérieures, 11 juillet, < <http://usinfo.state.gov/regional/ar/colombia/beers11.htm> > .
28. États-Unis d'Amérique, la Maison-Blanche, 2000, « Report On U.S. Policy And Strategy Regarding Counter-drug Assistance To Colombia And Neighboring Countries », Washington, DC, 26 octobre, < <http://www.ciponline.org/colombia/aid/102601.htm> > .
29. T. Christian Miller, 2001, « Foreign Pilots Hired to Boost U.S. Drug War », *The Los Angeles Times*, 18 août, < <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-081801cap.story> > .
30. Général Charles Wilhelm, 2000, remarques lors d'une audition de la Commission sur les services armés de la Chambre des représentants, 23 mars, < http://commdocs.house.gov/committees/security/has083000.000/has083000_of.htm > .
31. États-Unis d'Amérique, Département d'État, 2002, *International Narcotics Control Strategy Report 2001*, Washington, DC, Département d'État, mars, <http://www.state.gov/g/inl/rls/nrcrpt/2001/rpt/8477.htm> .
32. Adam Isacson et Ingrid Vaicius, 2001, « Plan Colombia's "Ground Zero": a report from CIP's trip to Putumayo, Colombia, March 9–12, 2001 », Washington, DC, Center for International Policy, avril, < <http://ciponline.org/colombia/0401putu.htm> > ; Witness for Peace, 2001, « Deadly Fumigation Returns to Putumayo: Violations of Colombian Law and U.S. Conditions », 7 décembre, < http://www.witnessforpeace.org/colombia/colombia_fumigationupdate.html > ; Gouvernement colombien, Defensoria del Pueblo, 2001, « Ombudsman proves impact of fumigation on 11 projects for alternative development », 12 février, < <http://ciponline.org/colombia/021202.htm> > .
33. Juan Forero, 2001, « In the War on Coca, Colombian Growers Simply Move Along », *The New York Times*, 17 mars, < <http://www.nytimes.com/2001/03/17/world/17COLO.html> > .
34. Human Rights Watch, 2001, *The « Sixth Division »: Military-paramilitary Ties and U.S. Policy in Colombia*, New York, NY, Human Rights Watch, septembre, < <http://www.hrw.org/reports/2001/colombia/> > .
35. Transnational Institute, 2001, « Europe and Plan Colombia », Amsterdam, Pays-Bas, avril, < <http://www.tni.org/drugs/research/plcoleu.htm> > .
36. États-Unis d'Amérique, la Maison-Blanche, 2001, « In-House Reference Sheet–150 Account–FY 2001–FY2002 », 18 avril, < <http://ciponline.org/colombia/041801.htm> > .
37. Center for International Policy, 2001, « The 2002 Aid Request », 13 mai, < <http://ciponline.org/colombia/2002request.htm> > .
38. Center for International Policy / Latin America Working Group, « Forward Operating Locations », < <http://ciponline.org/facts/fof.htm> > .
39. Ambassadeur Dennis C. Jett, ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Pérou, 1999, lettre en réponse à une demande antérieure, 3 février.
40. T. Christian Miller, 2001, « Broader Role by U.S. Likely in Colombia », *The Los Angeles Times*, 26 juillet, < <http://www.mindefensa.gov.co/prensa/temas/plancol/pcnotint250701planenglish.html> > .
41. *The Washington Post*, 2001, « Crossroads in Colombia », 3 janvier, p. A16, < <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A11538-2001Jan2> > .
42. États-Unis d'Amérique, Département de l'énergie, 2001, « Country Analysis Briefs: Colombia », Washington, mars, < <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/colombia.html> > .
43. Angel Rabasa et Peter Chalk, 2001, « Colombian Labyrinth: The Synergy of Drugs and Insurgency and Its Implications for Regional Stability », Rand Corporation, juin, < <http://www.rand.org/publications/MR/MR1339/> > .

44. États-Unis d'Amérique, Département de la défense, 2001, « Media Round Table with Peter Rodman, ASD ISA », 21 août, < http://www.defenselink.mil/news/Aug2001/t08222001_t0821asd.html >.
45. Discours de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Colombie Anne Patterson, 25 octobre 2001 ; Rui Ferreira, 2001, « Las FARC se asemejan a Bin Laden », *El Nuevo Herald*, Miami, 29 septembre, < <http://www.miami.com/elnuevoherald/content/noticias/granmiami/digdocs/082554.htm> >.
46. Jonathan Wright, 2001, « Powell Sees 'Gray Areas' in Defining Terrorism », Reuters, 25 octobre, < http://dailynews.yahoo.com/h/nm/20011025/pl/attack_powell_dc_2.html >.
47. Ambassadeur Francis X. Taylor, coordonnateur de la lutte contre le terrorisme au Département d'État américain, 2001, Conférence de presse, Organisation des États américains, Washington, DC, 15 octobre, < http://www.oas.org/OASpage/eng/videos/pressconference10_15_01.asf >.
48. Anthony Boadle, 2001, « Pastrana Seeks U.S. Aid to Fight 'Narco-Terrorism' », Reuters, 9 novembre, < http://dailynews.yahoo.com/h/nm/20011108/pl/colombia_usa_pastrana_dc_1.html >.
49. Voir, par exemple, Rand Corporation, 1995, « Treatment: Effective (But Unpopular) Weapon Against Drugs », Santa Monica, CA, printemps, < <http://www.rand.org/publications/randreview/issues/RRR.spring95.crime/treatment.html> >.